

Scandaleuses pratiques patronales

Jean Magniadas

M. Denis Gautier-Sauvagnac, important dirigeant du MEDEF, Président de la puissante Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), a fait l'objet d'un rapport au Parquet pour des retraits massifs effectués par lui, sur des comptes bancaires de l'UIMM. Ces sorties, portaient, en effet, sur 5,64 millions d'euros. Quelques jours plus tard, d'autres comptes bancaires ont été découverts. Les enquêteurs ainsi qu'un site internet avanceront des chiffres deux à trois fois supérieurs (15 millions d'euros). Un ancien président de l'UIMM, D. Dewavrin, celui de 17 millions d'euros.

Ce ne sont pas seulement l'ampleur gigantesque des fonds en cause, les interventions de la brigade financière au domicile et aux bureaux de Gautier-Sauvagnac, la saisie de documents et de son ordinateur, les perquisitions au siège de l'UIMM qui retiennent l'attention, **mais bien la personnalité de son acteur**. Surtout que les enquêteurs ne cachent pas avoir à faire à un **«présumé et très important financement occulte classique»**, dont il reste à **«tirer les fils»** et **«à trouver les éventuels destinataires»**.

Au stade actuel de l'enquête l'affaire ébranle le monde patronal et ses états-majors, d'autant que Gautier-Sauvagnac, après avoir indiqué que ces fonds allaient à des **«œuvres sociales»** a reconnu qu'ils visaient à **«fluidifier»** les rapports sociaux. Pratique qui a été confirmée par Daniel Dewavrin, qui a même ajouté qu'elles avaient été **«plus importantes dans le passé !»** L'attention est projetée sur des aspects bien particuliers des activités de l'UIMM qui contribue, en effet, à hauteur de 2,4 millions d'euros au budget du MEDEF. Elle a été créée, en 1901, sous l'égide du très réactionnaire Comité des Forges, bien avant la constitution de la CGPF la centrale du patronat⁽¹⁾ et s'est immédiatement illustrée dans le combat contre la mise en place de délégués d'ateliers dans les entreprises. Elle a façonné la stratégie du patronat français et ses pratiques dans la lutte de classe et lui a fourni ses dirigeants les plus directement investis dans cette activité : Meunier, Ceyrac, tous deux longtemps à la tête de la fameuse Commission «sociale» du CNPF et Gautier-Sauvagnac, en dernier. L'UIMM a également soutenu, il n'y a pas si longtemps, les activistes de la nébuleuse anticommuniste, animée par Georges Albertini⁽²⁾, et appuyé diverses officines, dont la centrale de diffusion de la pensée libérale : l'ALEPS (Association pour la liberté économique et le progrès social)⁽³⁾. L'UIMM est, aussi, un lobby très actif, disposant de puissants relais dans le monde politique, dans la droite et dans la haute fonction publique. Dans la métallurgie, avec ses quelques 120 Syndicats professionnels, ses 90 Chambres syndicales territoriales, elle est très impliquée dans les négociations collectives, la gestion de la formation professionnelle et des institutions paritaires (UNEDIC, AGIRC, etc.). Sur la plan interprofessionnel elle a cogéré pendant des années la branche maladie avec Force ouvrière avant de trouver des vertus réformistes à la CFDT. Le MEDEF est manifestement embarrassé par cette affaire. Sa présidente déclarait encore le 9 octobre qu'elle gardait **«pour l'instant sa confiance à M. Gautier-Sauvagnac»**. En quelques jours cependant le ton a changé. Surtout depuis que *Les Échos* (16/10) ont indiqué que les retraits pouvaient parvenir d'un important trésor de guerre constitué par l'UIMM

et que l'un des fonds était une Caisse patronale «anti-grèves», baptisée EPIM.

En réalité il s'agit d'un vieil instrument patronal largement utilisé dans l'entre-deux-guerres alors que la durée des grèves s'allongeait. Historiquement, il a été l'un des premiers à mettre en œuvre des ripostes anti-ouvrières, telles les listes noires pour ne pas embaucher les grévistes, les caisses patronales permettant de faire durer les grèves pour les épuiser. Cette réponse a toujours cours. On comprend l'embarras de Laurence Parisot, présidente du MEDEF, qui ne cesse de prêcher l'harmonie sociale, et les distances qu'elle a pris avec l'affaire de l'UIMM. Elle n'a pas hésité à déclarer : **«il faut abandonner le concept d'entreprise obsidionale et assiégée pour celui d'entreprise ouverte que je défends... Cela me fait le même effet que les secrets de famille. Nous sommes libérés par ces révélations»**. Simultanément, on distillait la rumeur que ces fonds servaient au financement occulte des syndicats. Signe manifeste de perfidie et d'hypocrisie doucereuse, ces informateurs se gardaient bien d'en indiquer les destinataires. On peut aussi s'interroger sur les circonstances et le moment de cette information alors que la conflictualité sociale est en hausse. Quant à l'entreprise «ouverte» et réformée dont se réclame le MEDEF, elle s'inscrit dans la recherche d'intégration de Sarkozy, héros de sa dernière Université d'été. S'agissant de l'abandon des scandaleuses pratiques, c'est une promesse de Tartuffe du MEDEF qui voudrait bien se distinguer, aujourd'hui, dans sa communication officielle, de ce qu'il désigne comme des pratiques de la **«vieille garde»** patronale ! Mais, la réalité lui inflige de flagrants démentis. Voici quelques jours seulement, un rapport de l'inspection du travail établissait que Renault, à Cléon, avait organisé un système de pression pour inciter ses salariés à renoncer à leurs arrêts travail. Dans les jours précédents⁽⁴⁾, Denis Kessler, ancien N°2 du MEDEF, célébrait la cohérence de la politique de Sarkozy : **«liquider le modèle social construit au lendemain de la seconde guerre mondiale sur la base des rapports de force issus de la résistance et de la Libération»** et il indiquait qu'il s'agissait de rien moins que de **«défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance»** ■

(1) La Confédération générale de la production française (CGPF), organisation mère du CNPF, puis du MEDEF a été créée en 1919.

(2) Jean Lévy, Le dossier Albertini, l'Harmattan, 1992.

(3) L'un de ses premiers actes sera l'organisation des Semaines de la pensée libérale, réplique aux Semaines de la pensée marxiste.

(4) Éditorial de *Challenges* du 4/10/2007.